



Bac 2019 : « Les profs nous emmènent dans un combat qui ne nous regarde pas ! »

Au premier jour des épreuves de rattrapage, les critiques sur la gestion de cette session du bac continuent de se faire entendre, y compris chez les lycéens. Mais toutes les copies retenues par les enseignants grévistes ont bien été rendues. Article réservé aux abonnés

Ce devait être l'épilogue d'une session du baccalauréat qui a tangué plus qu'aucune autre depuis des décennies. Une journée de « rattrapage », mais pas seulement pour les 103 800 candidats qui, avec une note comprise entre 8 et 10 sur 20, sont convoqués pour les oraux dits du « second groupe » : pour le gouvernement aussi, engagé dans une épreuve de force avec des enseignants retenant notes et copies, un retour au calme était escompté lundi 8 juillet.

Et il a bien eu lieu, en tout cas pour le ministre de l'éducation nationale. « La journée s'est passée conformément à ce qu'on souhaitait, dans des circonstances un peu exceptionnelles », a d'abord affirmé Jean-Michel Blanquer, accueilli près de Bordeaux, sous les huées de manifestants. « A cette heure, on parle en centaines de copies non rendues et non plus en milliers », précisait-il en milieu d'après-midi.

Le « compteur » des copies manquantes a bien atteint, lundi soir, le « zéro » attendu – quand 10 000 étaient encore retenues vendredi 5 juillet, 35 000 le 4 juillet, et même plus de 100 000 quelques jours plus tôt.

Un « petit point » qui manque

Fin de crise ? « Fin d'une session difficile à vivre », lâche Sofia (son prénom a été modifié à sa demande), 17 ans, lycéenne bordelaise qui, avec une moyenne au bac

« frôlant 9/20 », espérait bien, lundi, gagner ce « petit point » qui lui manque pour pouvoir décrocher le bac. « J'ai essayé de ne pas trop m'angoisser avec tout ce qu'on entend dire... J'espère seulement que le bac cette année n'aura pas moins de valeur ! »

Sofia n'était pas la seule, en cette première des trois journées du « rattrapage », à exprimer son émotion face au changement des règles dans l'évaluation. Devant les centres d'examen, les lycéens, plutôt silencieux depuis le début de cette session, n'hésitaient pas à prendre la parole pour commenter la « solution technique » préconisée, face à la grève, par M. Blanquer : en cas de notes manquantes, celles du contrôle continu doivent être prises en compte. Et si la note de l'épreuve finale, une fois connue, s'avère meilleure, celle-ci peut être conservée.

« Même si je ne trouve pas ça égalitaire, c'est finalement une chance, pour moi, cette grève, souffle Nancy, 18 ans, qui passe un bac technologique à Paris. Grâce à la note de contrôle continu, j'ai pu atteindre 8,7/20 de moyenne et prétendre au rattrapage. » « Autrement », avec une moyenne générale de 7,8/20 et une note manquante, la jeune fille n'aurait probablement pas bénéficié d'une « seconde chance ».

« J'ai déjà raté le bac donc je sais ce que c'est que d'être dans l'attente », raconte Ali, en terminale S au lycée Camille-Sée, à Paris, où, vendredi, on faisait état de 200 élèves (sur 700) concernés par la rétention des notes.

D'autres établissements parisiens, comme Claude-Monet ou Bergson, se sont retrouvés « sous tension », selon le syndicat d'enseignants SNES-FSU. « Ma note provisoire est de 13/20 en physique-chimie, reprend Ali. Quoiqu'il arrive, je dois passer le rattrapage à cause des maths. Mais la situation n'est pas normale. Et elle ne fait pas souffrir que les élèves : les familles aussi en pâtissent, qui attendent beaucoup ce moment. »

« Le bac, je ne l'ai pas... »

L'inquiétude, chez certains, se teinte de colère. « Les profs nous emmènent dans un combat qui ne nous regarde pas ! », s'indigne Emile, 20 ans, en terminale L.

« On est obligé de subir cette situation. Je vais porter plainte ! », tacle Nizan, même série.

Lycéenne en banlieue de Montpellier, Chloé a fait son petit calcul : « Si, me concernant, le professeur gréviste avait été celui de sciences économiques et sociales, j'aurais pu bénéficier de ma note de contrôle continu, un 10 ou un 11/20, alors que j'ai eu 5/20 à l'épreuve du bac, témoigne la jeune fille, qui redouble sa terminale ES. Pour elle, ce 5/20 vaut coefficient 9. Ma note provisoire est un 8/20 en contrôle continu de philo, poursuit-elle. J'espère vraiment avoir au moins un point de plus avec la copie que j'ai rendue au bac. Cela changera beaucoup de choses pour moi, parce que pour l'instant, le bac, je ne l'ai pas... »

L'argument de la « rupture d'égalité » avancé depuis plusieurs jours dans le monde enseignant, semble avoir trouvé chez les lycéens de solides relais. Et pas seulement parmi ceux qui ont appris vendredi, avec la proclamation des résultats provisoires, qu'ils ne faisaient pas partis des 77,7 % d'admis au premier tour. « C'est inégalitaire ce qui se passe, avance Paul, en terminale L à Paris. Dans les lycées prestigieux, les élèves sont mieux notés pour accéder aux grandes écoles alors que quand on est dans un lycée pouilleux, les notes en contrôle continu peuvent être vraiment basses. » « C'est injuste, renchérit Mélissa, même filière : certains élèves trichent en contrôle continu. Ils peuvent donc avoir le bac sans l'avoir mérité. Est-ce qu'on pourra dire que maintenant le bac, c'est de la triche ? »

« C'est du bricolage cette année », répondent d'un peu partout les enseignants grévistes qui, entre vendredi et lundi, ont organisé de manière souvent solennelle la restitution des dernières copies. Devant le rectorat de Montpellier, lundi 8 juillet au matin, ils étaient une vingtaine à remettre 200 copies, soutenus, selon le SNES-FSU, par quelque 300 personnes. A Lille, la restitution officielle a eu lieu vendredi 6, elle aussi « avec un collectif dépassant très largement les seuls grévistes ». Même chose à Dijon, avec vingt grévistes soutenus par plus de 300 enseignants. En Ile-de-France, les copies ont été rendues lundi matin.

« Dans sa tour d'ivoire »

« M. Blanquer martèle que nous sommes minoritaires, et c'est vrai que le calendrier fait qu'on arrive un peu au bout... Mais notre mouvement n'est pas un échec pour autant, assure Bertrand Humeau, porte-parole du SNES-FSU à Montpellier. Il a donné de la visibilité à une contestation qui existait depuis huit mois mais que personne ne voulait voir, surtout pas notre ministre retiré dans sa tour d'ivoire. »

Bruno Haberkorn, du même syndicat mais qui enseigne à Dijon, veut voir dans le faible nombre de grévistes – et le fait qu'ils finissent par rentrer dans le rang – la

« conséquence directe des menaces de sanctions ». « Elles nous arrivent de partout sur nos messageries électroniques, sur nos téléphones portables », raconte cet enseignant agrégé de mathématiques.

Comme d'autres, il ne cache pas s'être senti « insulté » quand Emmanuel Macron a estimé, dimanche 7 juillet sur Franceinfo : « On ne pas prendre nos enfants et leurs familles en otage. » Ce lundi, c'était au tour de la ministre de la cohésion des territoires, Jacqueline Gourault, d'exiger des « sanctions » contre les grévistes.

« On n'est quand même pas les ennemis de la nation ! », s'indigne M. Haberkorn.

Dans les rangs de la fédération de parents d'élèves FCPE, on regrette aussi cette

« façon de mettre de l'huile sur le feu ». « Du point de vue strictement technique, les copies et les notes sont restituées – ou en passe de l'être –, et le rapport de force semble tourner à l'avantage du gouvernement, analyse Stéphane Crochet du syndicat SE-UNSA opposé à la rétention des notes. Mais du point de vue politique, l'expression belliqueuse, cette façon qu'a eu le ministre de durcir le ton passe très mal... pour les enseignants grévistes comme pour les non grévistes. »

Une « belle pagaille »

Les premiers jurys de rattrapage, ce lundi, se sont déroulés dans un climat « pas encore apaisé » : c'est en tout cas ce dont ont témoigné certains enseignants de nouveau convoqués après les « délibérations chaotiques » du 4 juillet.

« La charge de travail est double, explique une enseignante dans l'Essonne : il nous faut délibérer sur les oraux, mais aussi redélibérer à partir des notes définitives quand, pour certains candidats, on n'avait encore que la moyenne au contrôle continu. On connaît des retards, des problèmes techniques ; des élèves ont dû être reconvoqués mardi. »

« C'était encore une belle pagaille ce matin, témoigne, sous l'étiquette du SNES-FSU, Jean-François Dejours, enseignant à Lille. Les candidats ont attendu une heure dans la cour, les serveurs étaient indisponibles. » Plus grave, pour cet enseignant de philosophie : « Il nous a encore fallu jouer avec les notes. » Pour sept élèves – sur 128 dans son jury – auxquels il manquait et la note définitive et le livret scolaire, « il a fallu inventer une formule qui n'a rien de magique », dit-il :

« On a additionné les notes de maths, de SES, d'histoire-géo et de français, et on a divisé le total par quatre pour obtenir une note de philo. Un élève est ainsi passé de 6/20 à 12/20... Mais tout le monde n'a pas la chance d'avoir un correcteur gréviste », ironise-t-il.

Les enseignants confient aussi la « pression » qu'ils ressentent pour leurs propres élèves. « Certains, qui ont passé tout le week-end à préparer l'oral, vont apprendre qu'ils ont en fait déjà le bac, une fois leur note finale récupérée. Tant mieux pour ceux-là, souffle une enseignante de Seine-Saint-Denis. Le pire, c'est ceux qui sont pour l'instant recalés, avec une note inférieure à 8/20, et qui croisent les doigts pour que leur copie restituée leur permette d'accéder au rattrapage, mardi ou mercredi. » Elle en compte, dans la classe dont elle est professeure principale, six dans le premier cas, quatre dans le second. Les candidats dont la situation pourrait évoluer devaient en être informés avant mardi, 10 heures.

« L'ambiance reste tendue dans les jurys, confie une enseignante en Ile-de-France.

On est livré à nous-mêmes. Quand on a demandé au proviseur qui serait responsable en cas de recours devant le tribunal administratif, il nous a répondu :

“ Je ne sais pas. ” Des collègues ont mal au ventre, d'autres sont au bord des larmes... »

Le syndicat de proviseurs du SNPDEN-UNSA, qui avait évoqué une centaine de centres d'examens perturbés, le 4 juillet, n'avait pas reçu d'alerte particulière, lundi.

Mattea Battaglia, Anne Devailly (Montpellier, correspondante) et Venantia Petillault